



**FINISTÈRE**

## **Déclaration préalable CDEN du mardi 8 novembre 2016**

Cette réunion a pour objet de faire un bilan des effectifs pour le 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré, et nous nous inquiétons au regard des chiffres présentés ce matin en CTSD des causes du transfert d'un nombre d'élèves non négligeable du public vers le privé au primaire et au collège. Inquiétude d'autant plus forte qu'une éventuelle restructuration ou concentration du tissu scolaire en milieu rural, par le biais d'une convention ou non, pourrait accentuer ce phénomène.

Au-delà de ce bilan, l'Unsa Education souhaiterait aussi avoir un point sur les moyens enseignants dans le Finistère.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, nous nous inquiétons du manque de remplaçants et ce, dès la rentrée. Quelle sera la situation dans quelques semaines lorsque les maladies hivernales apparaîtront, quand il faudra remplacer les congés maternité qui n'ont pas été anticipés et quand il faudra répondre aux situations urgentes comme à l'EREA de Quimper ?

L'Unsa Education s'inquiète aussi de la disparition progressive de l'aide administrative à la direction d'école et du non respect du protocole depuis de trop nombreuses années. La baisse du volume de contrats aidés transformés en postes d'AESH et la hausse des demandes pour l'accompagnement des élèves en situation de handicap ampute d'autant le nombre de contrats aidés dédiés à l'aide administrative. Pour l'Unsa Education, intérêt des élèves et intérêt des personnels n'ont pas à être opposés. Les élèves qui ont besoin d'un accompagnement doivent bénéficier de la présence d'un adulte à leur côté. Mais les directeurs ont aussi le droit de bénéficier d'une aide administrative, notamment dans un contexte où les exigences en termes de sécurité sont de plus en plus prégnantes. De plus,

certaines directeurs de 2 et 3 classes n'ont toujours pas pu bénéficier de journée de décharge depuis la rentrée alors que les textes en prévoient 10 par an.

Dans le 2<sup>nd</sup> degré, la rentrée 2016 a été marquée par la réforme des collèges. En janvier déjà, l'Unsa Education dénonçait une DHG en-deçà des objectifs pour une réforme réussie et les formations n'ont pas répondu aux attentes des enseignants.

Nous souhaitons aussi évoquer la situation des enseignants référents. Le Syndicat des Enseignants a lancé une pétition afin d'attirer l'attention sur le sentiment d'injustice que ressentent les enseignants référents qui ne bénéficient pas de la perception de l'ISAE alors que l'essentiel de leur tâche est tournée vers le suivi et l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Un courrier a été adressé par notre secrétaire national à la Ministre, et nous soutenons leur action qui consiste à ne pas remplir l'enquête annuelle Degesco.

Concernant la convention cadre pour une école de qualité en territoire rural à l'ordre du jour, l'Unsa Education s'interroge sur le rôle et la place des organisations syndicales en amont ou en aval du projet proposé par les élus et s'inquiète du cheminement administratif de ces conventions qui exclut tout dialogue social.

Merci pour attention.

Pour l'Unsa Education,

Véronique GAILLARD.